

UNITÉ

LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE (MJS)

"La jeunesse est la flamme de la révolution" Karl Liebknecht

EDITO

Par Renaud Chenu.

Il y a 220 ans les sujets de sa majesté inauguraient la dernière année pleine de la monarchie absolue en France et ne soupçonnaient pas que "l'égalité naîtrait au tranchant du cou du bien aimé". Il y a 160 ans, définitivement lassés des couronnes, on virait le dernier roi qu'ait connu la France pour installer la seconde République, brève, belle, fulgurante. Il y a 90 ans, sous le ciel bas de novembre, on s'illusionnait sur la "der des der", pensant naïvement qu'après en avoir trop bu les hommes seraient dégoutés du sang de leurs frères. Il y a 70 ans à Munich, cédant aux sirènes de la lâcheté, nos dirigeants pétrifiés face à Hitler abandonnèrent au troisième Reich les Sudètes, ouvrant la voie à ce que l'homme produisit de pire comme horreurs. Il y a 40 ans, la jeunesse se permit de donner une leçon au monde en "étant raisonnable : elle exigea l'impossible".

Être socialiste, c'est être optimiste. Ces quelques années en 8 égrenées plus haut nous rappellent que l'histoire ne répond à aucune loi, mais qu'il est possible de s'en saisir, de la faire sienne, d'en être acteur sinon d'en rythmer le tempo. Avec le mouvement contre l'odieuse loi Pécresse, nous avons montré qu'en dépit de notre isolement, nous avons été capables d'engranger un mouvement puissant, dans lequel la majorité des Universités s'est reconnue. En ouvrant cette année politique sous le signe de sa basse cour à paparazzi, notre si raffiné président nous renvoie l'image de ce que nous combattons : l'arrogante vulgarité du capitalisme triomphant. Le modèle qu'il cherche à imposer, c'est celui de Paris Hilton. Même plan média, même mode de vie, même classe [sociale]. Il nous rêve tous moutons de Panurge éberlués devant sa geste toute en paillettes, jets, starlettes.

2008 doit être pour nous l'année de la contre offensive. Nous devons placer cette année sous le signe de la défaite de la droite, sur le long terme. Le socialisme a besoin de nouvelles armes pour faire face aux enjeux du temps présent : écologie, guerres & paix dans le monde, développement des Sud, construction européenne, retraites, recherche, enseignement... Notre parti est muet ou inaudible sur trop de choses, ses réponses manquent trop souvent de clarté quand elles ne sont pas à la remorque de celles de la droite. Les municipales sont l'occasion d'oser la confrontation idéologique avec la droite. Nous devons nous nourrir de ce qui fonde le socialisme : l'Égalité, pour jeter les bases d'une rénovation qui ne soit pas juste un coup de ripolin sur les échecs passés, mais une vraie rupture. Et la rupture à gauche, ce n'est pas regarder l'heure sur sa Rolex à travers ses lunettes Ray Ban, c'est une chose plus classe et plus ambitieuse : construire une alternative au modèle dominant en se situant dans une perspective révolutionnaire. Osons la confrontation idéologique, battons en brèche l'illusion du bonheur libéral, faisons du socialisme une idée neuve, et commençons dès cette année !



"la victime d'Egalité": Philippe d'Orléans, conventionnel régicide, brandissant la tête de son cousin Louis XVI.

SOMMAIRE

Page 1 Edito, par Renaud Chenu.

Page 2 & 3 Retour sur le mouvement étudiant du premier semestre, par Martin Couzet.

Page 4 Adieu le Dimanche, par Tunjai Cilgi.

Page 5 Le retours du gourdin et du goupillon, par Jean-François Claudon.

Page 6 Sport, fric et pouvoir, par Jean-François Claudon.

Page 7 La formation, enjeux de notre action collective, par Ugo Bernalicis.

Page 8 Brèves.

RETOUR SUR LE MOUVEMENT ÉTUDIANT DU PREMIER SEMESTRE.

Par Martin Crouzet

Les annonces de la nouvelle ministre de l'enseignement supérieur -Valérie Pécresse- et de son premier ministre avaient déjà suscitées l'inquiétude dès le mois de mai 2007. Dès le mois de juillet, ces craintes étaient devenues des certitudes.

Sans revenir trop longuement sur la loi elle-même, rappelons qu'elle visait principalement à instaurer l'autonomie des universités vis-à-vis de l'État, permettant l'entrée sans contrôle de fonds privés dans les universités, la précarisation des personnels et dotant le président de pouvoirs discrétionnaires très étendus. Bien que techniquement incorrect, le terme de privatisation des universités a souvent été employé pour qualifier cette ingérence des intérêts privés dans l'enseignement supérieur, au détriment de l'intérêt général.

Face à cette menace, les réactions du milieu étudiant ont été assez hétérogènes dans un premier temps. Passons ici sur l'attitude des organisations de droite ultra-minoritaires telles l'UNI qui, en vassaux serviles de l'UMP, ont bien évidemment fait l'éloge de

la dernière œuvre de leurs maîtres. Deux grandes tendances se dégagent : d'un côté ceux qui pensaient que le principe même de cette loi était néfaste et qu'il fallait donc dès à présent se préparer à la contrer, de l'autre côté ceux qui pensaient qu'elle était insuffisante en l'état mais que quelques améliorations parlementaires suffiraient à la rendre acceptable voir bénéfique. Vous vous en doutez sans doute chers lecteurs, les militants d'Offensive Socialiste étaient plus proche de la première position.

Sachant que les organisations étudiantes représentatives comme l'UNEF qui restait sur la réserve, ou encore la FAGE et la Cé (Confédération étudiante) qui soutenaient projet de loi, car comptant sur ces fameux amendements parlementaires, de nombreux militants, dont la plupart étaient de l'Unef, décidèrent de s'organiser. C'est ainsi que, dès juillet, sur les

chaines d'inscription de plusieurs universités, un travail d'information fut mené par des collectifs locaux regroupant pêle-mêle les militants de la FSE, de SUD étudiants, de différents organisations politiques ainsi qu'un certain nombre de militants de l'UNEF, qui furent aussi fidèles à leurs principes qu'à ceux de leur organisation.

Souhaitant donner une envergure nationale à ce mouvement débutant, des syndicalistes étudiants dont certains sont par ailleurs membres de l'Offensive Socialiste appelèrent les premiers à une réunion unitaire de toutes les organisations de jeunesse dans le but de préparer la rentrée. Réunion unitaire qui se déroula début septembre à Paris, alors que la plupart des universités étaient encore en vacances. Une autre réunion, quelques semaines plus tard, acta la création du Collectif Étudiant Contre l'Autonomie des Universités (CECAU), qui joua un grand rôle, notamment dans la mise en lumière d'un mouvement jusqu'ici assez souterrain.

Le mouvement se développa d'abord selon un rythme lent, le manque de moyens matériels -dû à l'absence de soutien de la part des grandes organisations- se faisant cruellement sentir. Au delà

de ces difficultés matérielles, le mouvement ne parvint pas à s'organiser de manière efficace. En effet, le CECAU qui aurait du jouer le rôle de coordination du mouvement au niveau national tant qu'une structure plus large et plus performante n'était pas mise en place n'a pas pu assurer sa mission. Pour ne pas « faire de l'ombre » à une coordination nationale à peine naissante et représentant bien peu d'étudiants, certains comme SUD étudiants bloquèrent toute décision importante comme la mise en place d'un porte-parole du CECAU. SUD étudiant décidant finalement de quitter le collectif après en avoir proposé la dissolution.

Cette intention, louable, de laisser les délégués élus de chaque Assemblée Générale décider de la suite du mouvement s'avéra désastreuse pour la suite. La coordination nationale refusant en effet (suite p 6)

"Deux grandes tendances se dégagent : d'un côté ceux qui pensaient que le principe même de cette loi était néfaste et qu'il fallait donc dès à présent se préparer à la contrer, de l'autre côté ceux qui pensaient qu'elle était insuffisante en l'état"



(suite de la p 5) l'élection d'une direction nationale capable de la représenter auprès des médias et des autres organisations, sombra dans l'indifférence générale et ne fut d'aucune aide au mouvement. L'espace médiatique que le CECAU avait conquis péniblement fut rapidement perdu et l'absence de représentation alternative de la jeunesse laissa la plus grande part de l'apparition publique à ceux qui ne réclamaient que l'amendement de la loi Pécresse.

Malgré ces faiblesses, on constate que le mouvement étudiant a pu prendre une grande ampleur, plus de 45 universités sur 85 ayant été occupées par leurs étudiants. L'ampleur de cette mobilisation peut surprendre lorsque l'on sait qu'aucune des grandes organisations étudiantes traditionnelle n'a cherché à le lancer. Cette ampleur s'explique par plusieurs éléments. Premièrement, l'unité réalisée en amont entre les organisations opposées à la loi Pécresse a permis une bien meilleure visibilité du mouvement que si chaque voix s'était exprimée séparément. Deuxièmement, l'expérience militante des étudiants forgée lors de la mobilisation contre le CPE a significativement facilité le travail d'information et de conviction, les étudiants sachant bien mieux s'organiser aujourd'hui qu'en 2005. Troisièmement enfin, le ralliement de l'UNEF à certains des mots d'ordre étudiants a été d'une aide importante pour la visibilité du mouvement.

Parce qu'elle les concernait au premier chef, la loi Pécresse a fait fortement réagir les étudiants dès lors qu'un travail d'information suffisant a été fait. Malheureusement, il ne suffit pas d'avoir un grand nombre d'étudiants conscients qu'une loi leur est nuisible pour que celle-ci soit abrogée. Pour que cela soit possible, il faut d'une part, que les étudiants soient capables de faire le lien avec les autres composantes du mouvement social afin d'être doté des forces suffisantes et d'autre part, il faut au mouvement une direction compétente et efficace, représentative de leurs intérêts et de leurs revendications. Ce sont ces mêmes problèmes qui ont amené les travailleurs comme les étudiants à constituer des syndicats par le passé, poussés par les nécessités concrètes de la lutte des classes ils décidèrent de se grouper dans une même organisation. L'histoire leur a donné raison, les conquêtes sociales les plus importantes ont été obtenues lorsque les travailleurs se dotaient de syndicats forts, les régressions sociales que nous connaissons et dont la loi Pécresse est le dernier avatar ont lieu à cause de la grande faiblesse des syndicats. Il est donc plus que jamais nécessaire que les étudiants se rattachent au syndicat majoritaire, l'UNEF, pour en faire un outil de lutte à leur service.

Le second semestre s'annonce aussi difficile que le premier : les cendres de la bataille de la loi Pécresse sont encore chaudes et la lutte contre le plan licence s'annonce. Ne commettons pas les mêmes erreurs, soyons déterminés et rappelons nous ce slogan de la Résistance : « *Nous gagnerons parce que nous sommes les plus forts !* ».



ADIEU LE DIMANCHE ! Par Tunjai Cilgi

Le travail est au centre de toutes les attaques, après les retraites, après les 35 heures, voici que droite et Medef ont concentré leur offensive, précipitamment, sans concertation, sur le travail du dimanche.

A cet effet, le sénat vient d'adopter un amendement qui ajoute les « établissements de commerce de détail d'ameublement » à la liste des établissements admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement, c'est-à-dire à faire travailler les salariés le dimanche.

Le motif invoqué, pour le développement de la concurrence au service des consommateurs, est de répondre aux souhaits, exprimés par les salariés volontaires, de pouvoir travailler le dimanche. Son auteur – Mme Debré – insiste même sur la nécessité que ces heures soient payées à 200 %.

Or, dans l'article L.221 – 9 du code du travail, modifié par cet amendement, il n'est aucunement question de volontariat ou de majoration de salaire. Autant dire que – comme à leur habitude – ils accumulent mensonges et tromperies.

Aucun salarié de ce pays n'a le choix du volontariat, parce que, tout simplement, comme le stipule le code du travail, le salarié est attaché par un lien de subordination (le contrat de travail) à son employeur, cela veut dire que c'est l'employeur qui décide de la naissance du contrat, de sa gestion et de la fin du contrat.

Il est illusoire et malhonnête de faire croire – comme le font les libéraux – qu'au delà du lien de subordination, il y a un rapport humain avec l'employeur. C'est une tromperie, tant le rapport salarié - employeur est inégalitaire. On le sait très bien, les majorations disparaissent dès que le travail du dimanche se banalise et devient la règle.

Pour preuve, dans la restauration, les banques, le commerce, le nettoyage... combien de millions, pour ne pas dire milliards, d'heures supplémentaires sont impayées ?

A propos, supprimer le repos du dimanche, c'est aussi le supprimer pour un ensemble de professions qui seront forcément concernées par l'ouverture des magasins : les crèches, le nettoyage, les transports, les banques...

Qui peut croire un instant, que l'ouverture du dimanche accroîtra la concurrence et serait suivie d'une baisse des prix ? Faux car la plupart des établissements concernés en profiteront pour augmenter leurs marges de rentabilité.

Ainsi, le travail du dimanche des personnes ayant déjà un emploi empêchera des chômeurs de retrouver un emploi. En effet, quand la possibilité de faire faire des heures supplémentaires, de faire travailler le dimanche, lui sera

reconnue par la loi, dans beaucoup de cas, l'employeur n'aura pas besoin d'embaucher un nouveau salarié. Le partage du travail et des gains de productivité, qui était à l'origine des 35 heures, sera lettre morte.

Par ailleurs, cet amendement a été adopté sous la pression de quelques lobbies du secteur, alors que 53 % de la population est contre l'ouverture du dimanche. Et le pourcentage de 53 % augmente quand on demande aux mêmes s'ils souhaitent travailler le dimanche. C'est qu'il y a deux poids, deux mesures : la voix de quelques uns a plus de poids que la voix d'une majorité de citoyens.

C'est une attaque de plus : les heures supplémentaires exonérées, le rachat des RTT, le travail du dimanche, la possibilité de convertir les stocks d'épargne-temps en argent, la possibilité pour les salariés concernés (3 % des entreprises assujetties) de débloquer avec anticipation les sommes au titre de la participation avec une limite de 10 000 euros...

C'est une vraie usine à gaz, pour l'employeur comme pour le salarié.

En somme, où est la SANTÉ des salariés dans tout ça ? Où est le partage du travail et des gains de productivité, qui est à l'origine des 35 heures ? Pourquoi n'y a-t-il pas une augmentation généralisée de TOUS les salaires ?

Toutes ces questions ont une réponse, les 35 heures sont un bien pour tout le monde, le repos dominical et les deux jours de repos consécutifs sont un bien pour la santé de tous les salariés, le partage du travail profite à tout le monde, il en va d'une meilleure répartition de la valeur ajoutée entre les profits et les salaires.

Une augmentation générale des salaires pour TOUS c'est du pouvoir d'achat en plus et c'est possible de le faire, parce que la « France d'en haut » n'a jamais été aussi riche, les plus grandes entreprises croulent sous les bénéfices : 100 milliards d'euros en 2006 et encore plus cette année.

Les 500 familles les plus riches n'ont jamais été aussi riches, les 13 milliards de cadeaux fiscaux, en sus de la suppression des droits de succession, s'ajoutent à leur patrimoine déjà bien garni.

Donnez 200 euros d'augmentation de salaire à un salarié au Smic, il les dépensera, mais donnez 2 millions d'euros à une personne qui en a déjà 6, elle les épargnera : elle n'en a pas besoin.

Non au travail du dimanche,
Non au démantèlement des 35 heures,
Non au démantèlement du code du travail.

LE RETOUR DU GOURDIN ET DU GOUPILLON

Par Jean-François Claudon

A force d'être omnubilé par le côté paillette de notre président, on en oublierait presque le fond de son discours réactionnaire. De la visite de Sarkozy au Pape, on retient Bigard, mais pas le discours antilaïque du président. De même sur Carla : on parle de l'Égypte, de la belle-mère, mais sûrement pas du fond du problème.

Commençons par la virée vaticane. Le Canard enchaîné du 26 décembre nous livre quelques passages-clés de l'encyclique sarkozienne. Le nouveau « *chanoine honoraire* » du Latran aurait ainsi exalté « *les racines chrétiennes de la France* ». Misère de la philosophie, mais aussi de l'histoire... Non content de confondre la généralité (la confession majoritaire) et l'universalité (la loi républicaine), Sarkozy a affirmé que « *c'est par le baptême de Clovis que la France est devenue Fille aînée de l'Église* ». Rappelons pour mémoire que Clovis était un chef germanique, qui s'est allié avec le clergé contre les Wisigoths : il n'a donc rien de « *français* »... Mais l'inculture n'est pas le fond de la pensée du « *Guide* ». Sarkozy s'est en effet livré, après ce cours d'histoire, à un réquisitoire contre la laïcité et contre le loi de 1905. Après avoir mis sur le même plan la « *liberté* » de l'enseignement, signe de ralliement des cléricaux, et le respect de la laïcité institutionnelle, Sarkozy a déploré le fait que « *la République maintien[ne] les congrégations sous une forme de tutelle, refuse de reconnaître un caractère culturel à l'action caritative ou aux moyens de communication des Églises, répugne à reconnaître la valeur des diplômes délivrés dans les établissements d'enseignement supérieur catholique* ». Voilà le projet de société de Sarkozy : des congrégations financées par les deniers publics, prêchant sa bonne parole aux pauvres, et des diplômes religieux reconnus par l'État permettant le recrutement de fonctionnaires par les différentes confessions... Car, à l'évidence, le « *supplément d'âme* » de la religion fait cruellement défaut à la morale laïque : « *l'instituteur ne pourra jamais remplacer le pasteur ou le curé [...] parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance* ». Bref, ce discours concentre tout ce que la droite contient de pire : l'idéologie de la « *terre et des morts* », le cléralisme le plus débridé et le discours sur l'espérance conçue comme gage du conservatisme social. Tout ceci fleur bon le pétainisme le plus puant...

Qu'en est-il maintenant de Carla ? Ne pas s'interroger sur ce coup médiatique, parce qu'il relève de la vie privée du président, est une ânerie sans nom, puisque cette vie est rendue foncièrement publique par les propres soins de l'intéressé. Ainsi, le président aurait commandé il y a peu un sondage visant à tester les noms d'éventuels « *premières dames* ».

En plus de Carla, Carole Bouquet et Laurence Ferrari étaient pressenties. Il y a donc bien eu réflexion politique, et non coup de foudre vendu par les magazines people... Mais pourquoi Sarkozy a-t-il ressenti le besoin politique d'être accompagné ? Il répond lui-même dans le Canard du 2 janvier où sont reportées ces paroles édifiantes : les Français « *ont eu l'habitude d'avoir à l'Élysée, depuis douze ans, Papi et Mamie [...]. Maintenant, [ils] ont un vrai mec à l'Élysée, qui en a et qui s'en sert* ». Bigre, notre président aurait-il passé trop de temps en compagnie de Bigard ces derniers temps ? Une nouvelle fois, se cantonner à la grossièreté du personnage nous éloignerait de la véritable explication. En fait, cette crise de virilité priapique s'explique par la volonté de Sarko et de nombreux secteurs de la bourgeoisie de raffermir les pouvoirs présidentiels, de refonder une République autoritaire et monarchiste, après douze ans de pouvoir chiraquien et de résistance populaire. Après les épreuves de la fin 2007 -le départ de Cécilia, le mouvement social et les courbettes devant Kadhafi-, il convenait de restaurer la virilité du chef charismatique, car elle est, comme « *l'espérance* », un rempart face à la subversion sociale. Nous voilà prévenus. En 2008, le camp émancipateur aura affaire à un président au taquet, gonflé aux hormones de la réaction et du bonapartisme !



SPORT, FRIC ET POUVOIR.

Par Jean-François Claudon

Cette année, les JO auront lieu dans un pays qui, bien qu'en quête de respectabilité, ne cesse d'opprimer son peuple. Il n'est donc pas inutile de revenir sur les liens qui unissent sport, violence et économie. On assiste en effet actuellement à une radicalisation de la violence capitaliste dans le cadre d'un sport de masse mondialisé. Violence dans les stades; violence sur les corps des athlètes surentraînés et surmédicalisés ; violence contre l'éthique du sport dans les alcôves du CIO et de la FIFA ; violence enfin contre les peuples à qui l'on fait payer la facture. Ainsi, le coût des JO d'Athènes pour la nation grecque a été considérable : « on l'estime à 5 % de son PIB, alors que, jusqu'à présent, il n'avait jamais dépassé 1,5 % du PIB pour un pays organisateur »¹. Mais cette croissance de la violence dans le sport de masse occulte la mutation essentielle du sport depuis la fin de l'Ancien Régime, à savoir le processus de civilisation qui a permis, grâce à l'apparition de règlements rigoureux et uniformisés, de formaliser la violence de l'affrontement physique, donc de la nier ou, tout du moins, de tenter de la maîtriser. Ainsi, pour le sociologue Elias, « le sport est, en fait, l'une des grandes inventions sociales que les hommes ont faites sans les avoir planifiées. Il permet aux individus de se libérer dans l'excitation d'une lutte qui nécessite effort physique et adresse, mais minimise les risques de blessures graves »². Le sport, comme lieu où se déchaîne l'agression libérale visant à détruire tout ce qui existe de solidaire dans notre société, mais également comme lieu d'humanisation de l'homme : c'est cette tension qui définit peut-être le mieux ce qu'est le sport.

Le sport est avant tout une pratique physique éminemment sociale. Il se distingue précisément de ce que l'on appelle le jeu, car ce dernier ne se comprend que dans un espace-temps d'Ancien Régime et ne prend sens que dans les normes de la communauté, nécessairement différentes de celles du village voisin. C'est donc tout d'abord dans l'uniformisation des coutumes et dans la création de règles intangibles, que la notion de sport se déploie. Faire du sport, c'est sortir de son village et abandonner le jeu de quilles de rigueur les jours de fêtes. Dans le sport, il y a nécessairement rupture avec le calendrier des fêtes religieuses. Le temps du sport naissant, « c'est d'abord celui des rencontres et des championnats, avec leur cycle propre, leur déroulement indépendant des fêtes traditionnelles : un bouleversement facilité sans aucun doute par la société industrielle et la naissante société des loisirs »³.

Les curés ne se sont jamais résignés à perdre le contrôle qu'ils avaient jusque là sur les âmes et les corps des jeunes générations : d'où le patronage, et les clubs de foot cléricaux. Cette rivalité entre espace-temps clérical et laïc s'exprime bien sûr dans les villages, mais surtout dans les villes en voie de laïcisation et où tend à se concentrer la classe ouvrière. Dans de nombreuses villes, l'existence de plusieurs clubs de foot exprime à sa manière les fractures et des contradictions travaillant le corps social. Ainsi, à Rome, l'AS Rome était le club des ouvriers et il s'opposait de façon frontale à la Lazio, club des bourgeois et des cléricaux, puis des fascistes. Dans d'autres pays, les divisions exprimées peuvent être plus complexes. Ainsi, les Celtics de Glasgow, catholiques et populaires, vouent une haine inexpiable au club de nantis protestants que constituent les Rangers.

Face à la mise en place des premiers « grands spectacles » sportifs à la fin du XIXe siècle⁴, se développe donc un sport qui, dès sa naissance, tente de s'extraire des carcans de l'idéologie dominante. Ce sport solidaire est défendu par les premières organisations syndicales, les mairies socialistes ou encore les associations laïques. Il ne s'agit non plus de sélectionner les "talents" pour en extraire ensuite tout le potentiel, mais d'assurer à tout individu le droit de développer ses facultés physiques, tout comme l'école publique permettait le libre épanouissement de ses capacités intellectuelles. Le mouvement ouvrier naissant comprenait également qu'il fallait promouvoir un principe régulateur autre que la concurrence entre les individus et la compétition généralisée, corollaires du succès individuel. Ainsi, dans le sport solidaire, l'uniformisation de la pratique et la maîtrise de la violence dans l'effort n'est pas synonyme d'animosité et, par suite, de nationalisme exacerbé. C'est en ce sens que les ébauches de sport moderne, mais solidaire, confirmait cet acquis de civilisation qu'était la domestication de la violence, tout en conservant du jeu d'Ancien Régime son caractère ludique et fraternel. Ce sont les marques de cette aspiration à un sport populaire et démocratique, sans être populiste, que l'on retrouve dans les revendications des travailleurs lors du Front populaire⁴ et à la Libération. Il existe donc bien une alternative qui a déjà pu être expérimentée face au sport-fric et au sport-spectacle. Et elle n'a rien à voir avec les "héros rouges" venus de l'Est, bourrés d'EPO et concourant pour la gloire de leurs patrie, dont les compétiteurs chinois, alter ego des sportifs « bourgeois » sont les derniers avatars.

1 Cf. "Jeux Olympiques, à quoi sert le sport bourgeois?", in Le Cri des Travailleurs, n°14, septembre-octobre 2004.

2 "Sur le sport et la violence", in ELIAS N. et DUNNING E., Sport et civilisation. La violence maîtrisée, Fayard, 1994, p. 225.

3. VIAGARELLO G, Du jeu ancien au show sportif. La naissance d'un mythe, Seul, 2002, p. 58.

4. Sur cette question, voir Kergoat J., La France du Front Populaire, La Découverte, 2006 (rééd.), p. 360-364.

LA FORMATION, ENJEU DE NOTRE ACTION COLLECTIVE.

Par Ugo Bernalicis

6 mai 2007. Résultat de l'élection présidentielle. Nicolas Sarkozy est élu.

Reprise du contact avec le monde bien réel de chez nous ... Nous voici dans notre groupe MJS de province. Quels sont les grands thèmes jeunes et socialistes du moment ? La rénovation du parti, le travail d'opposition, l'autonomie des universités. Ce sont les grands thèmes vaguement maîtrisés par la majorité des militants, vraiment vaguement. Alors, me direz-vous, comment remédier à ce manque de formation qui nous empêche d'être la force pensante socialiste de demain ?

La solution n'est ni dans l'avenir, ni dans un Kinder Surprise®, mais bien dans ce que nous enseigne, je crois, le passé ! Et pourquoi pas, soyons ambitieux ! dans l'histoire du Parti... Communiste ! L'école élémentaire et l'école centrale par exemple (Le PC disposait d'écoles de formation au niveau des sections et au niveau central). Vos parents vous en parlent peut-être, du temps où le PC était le grand Parti de tous les ouvriers. Il faut se replonger dans l'histoire de la gauche afin de redevenir –durablement– le grand parti de la gauche réformiste.

Former les militants, être un Parti de militants, c'est avoir des militants qui sont émancipés de toute obligation de consulter la ligne pour la diffuser, qui suivent une ligne parce qu'ils la comprennent et qu'ils sont capables de l'expliquer et de la diffuser de la manière la plus efficace et la plus juste possible aux "masses". N'oublions pas que l'éducation populaire a toujours été l'un des principaux combats de la gauche. N'oublions pas que les militants du MJS sont les militants PS de demain !

Il semblerait qu'une carence idéologique se soit installée au sein du PS. C'est l'objet principal du débat sur la rénovation. Certains disent même que le Parti n'a plus de vrai programme, la faute à la synthèse diront d'autres. Il est vrai qu'une synthèse offre des avantages, mais aussi l'inconvénient de perdre en clarté lorsqu'elle ratisse large, trop large [?]. Alors l'électeur lambda ne s'y retrouve plus, tout comme le militant lambda. Les querelles nationales semblent bien lointaines et le militant de base pense n'avoir aucune influence sur son propre parti. Rien n'est fait pour attirer de nouveaux adhérents, et encore moins pour conserver ceux existants. A titre d'exemple, selon les chiffres du PS, l'érosion en cette année post électorale serait de 80 000 adhérents, à savoir 33% des effectifs.

Pourtant, le MJS a tous les atouts pour mener à bien une mission d'éducation populaire et militante envers ses adhérents. Tout comme notre nouveau président ainsi que notre nouveau premier ministre le disent, la réforme de l'université est la réforme la plus importante de leur mandat. Ils ont compris – à juste titre et suivant un bon raisonnement politique – que l'université c'est la base de la formation idéologique de toutes les générations.

Préparer l'avenir, c'est former la jeunesse. Et la jeunesse socialiste, elle est au MJS et c'est au MJS de la former. Il est donc primordial, pour l'avenir du MJS, pour sa dynamique, pour sa pérennité, d'ouvrir une réflexion sur la mise en place d'un cadre de formation solidaire interne à notre organisation, en s'orientant vers l'analyse du fonctionnement passé des organisations de jeunesse de gauche. Il est temps d'offrir au militant du MJS les moyens de s'investir dans la construction idéologique du Parti Socialiste de demain.



VA-T-IL CASSER LA BARAK?

Barak Obama, sénateur noir américain, est arrivé en tête des caucus dans l'Etat de de l'Iowa (à 97% blanc), premier round des primaires à l'élection présidentielle américaine. Les Français votent toujours démocrates aux présidentielles américaines, non par humanisme, mais parce que l'impérialisme américain est toujours plus soft sous les présidences démocrates et laisse davantage de marge de manoeuvre à l'impérialisme français. C'est une logique de puissance de second rang qui pousse les élites françaises à préférer les démocrates, et les médias à soutenir cette position. L'enseignement de cette victoire partielle de Barak Obama est que l'Amérique se réveille après sept années de présidence républicaine qui ont mené les Etats-Unis à se lancer dans des guerres de prédation pétrolière au Moyen-Orient sous couvert de combat pour la liberté et la démocratie. Barak Obama est le candidat "anti-guerre", qui "veut ramener les troupes à la maison". La bataille des primaires est loin d'être gagnée pour lui, mais son challenger principal, Hillary Clinton, qui envisageait les primaires comme une formalité, risque d'avoir du mal à remonter la pente. Nicolas Sarkozy a fait du modèle américain son modèle. Sa candidature à la présidence en France était soutenue par les néo-conservateurs. Il était partisan de la guerre en Irak, tout comme son Ministre des Affaires Etrangères. Ils font des ronds de jambes à l'administration Bush et ont renforcé l'engagement français en Afghanistan, augmentant du même coup la menace terroriste en France. C'est une situation inédite que d'avoir en France un président "Républicain" alors que l'administration républicaine aux Etats-Unis est créditée d'à peine 20% de soutien populaire.

R.C

Un petit tour chez les français

Raphaël Krafft. *Edition Bleu*, 2007. 16, 50€

De février à juin 2007, il n'a pas quitté sa bécane. De Paris à Nantes, il a filé tranquille dans les profondeurs de notre pays qui se prenait un gros shoot électoral, aiguille médiatique perfusant sa veine politique. Il s'est arrêté là où les journalistes ne prennent pas le temps habituellement de poser leurs caméras, d'égarer leurs oreilles. La temporalité du livre est reposante. On y suit le *journaliste à vélo*, partageant ses conversations avec ceux qu'il croise, captant leur ressenti de la campagne, échangeant, simplement. Un bouquin sans prétention, un peu plus de deux cents pages qui se boivent comme du petit laid. Au fil des mots on l'imagine sous la pluie, roulant le kway collé au corps, puis se réfugiant dans un rade pour écouter les murmures du zinc et nourrir les débats de comptoir. Il s'est arrêté au Puy-en-Velay juste avant le second tour.

Extraits:

"A bientôt minuit, ce dimanche 6 mai 2007, dans les rues de la cité mariale du Puy en Velay, une dizaine de jeunes chantent la Varsoviennne (...). En tête Julien Guérin, 25 ans, ancien dirigeant du Mouvement des Jeunes socialistes de la Haute-Loire, professeur d'Histoire dans la région parisienne et auteur d'une biographie de Solon Reynaud qui a orchestré la Terreur dans le département en 1793. Il est suivi de Thibault Thelleire, l'actuel président départemental du mouvement (...).

A l'annonce de la défaite, Julien Guérin le vétéran a exhorté ses camarades à poursuivre la lutte. Julien (...) a emprunté une citation à Karl Liebknecht: la jeunesse est la flamme de la révolution".

RC/JG

UNITÉ

Comité de Rédaction d'Unité

Laure Jiquot (75)	Thomas Chavigne (31)
Jean-François Claudon (75)	Emilie Leblong-Masclat (35)
Julien Guérin (43)	David Torres (75)
Laurent Johanny (94)	Tunjaï Cilgi (64)
Renaud Chenu (55)	Yoann Rouvière (43)
Ernest Simon (44)	Pierre Cortese (63)
Ugo Bernalicis (59)	

Numéro 8, janvier 2008

adresse e-mail:

unite_journal@yahoo.fr

Articles et anciens numéros en ligne sur:

www.democratie-socialisme.org/

Diffusion électronique et papier. 1500 ex.

CONTACT OFFENSIVE SOCIALISTE

Je souhaite recevoir les anciens numéros d'Unité

Je souhaite rencontrer l'Offensive Socialiste

Je souhaite adhérer à l'Offensive Socialiste

Nom :

Prénom :

Groupe :

Fédération :

Adresse e-mail :

Téléphone :

Coupon à renvoyer à unite_journal@yahoo.fr ou à Offensive Socialiste / Renaud Chenu / 4, rue Charlemagne/ 55130/ Gondrecourt le Château.

LISEZ UNITÉ, LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE